

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 118 (1973)
Heft: 11

Artikel: Rétrospective et prospective du phénomène guerre (2e partie)
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348570>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Rétrospective et prospective du phénomène guerre

(2^e partie)

LA PENSÉE MILITAIRE FRANÇAISE D'AVANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

ARDANT DU PICQ, à vrai dire, est un auteur militaire d'avant 1870, mais dont l'œuvre — alors trop récente — n'a été connue et méditée qu'après la guerre franco-allemande.

Mortellement blessé, à la tête de son régiment, en août 1870, il avait laissé — outre son étude *Le combat antique* — une série d'écrits, publiés en 1880, sous le titre *Etudes sur le combat*.

Cet officier avait discerné — dans la guerre de tous les temps — la part des divers facteurs du succès¹. Il souligne donc l'importance de la manœuvre, de la qualité des troupes, de la personnalité du chef, des forces morales.

C'est que, tout comme Clausewitz, il entendait procéder à une analyse scientifique de la guerre. Il avait procédé à une sorte de « sondage », soumettant des questionnaires à des officiers de tout grade. Il leur demandait, par exemple, comment s'était comportée la troupe dans telle rencontre, quelle avait été l'action successive du chef de section, du commandant de compagnie, du chef de bataillon, quelles avaient été les pertes subies, etc.

A vrai dire, il recueillit peu de réponses. Celles-ci, en effet, eussent demandé une longue réflexion, un travail d'analyse en profondeur auquel les officiers de l'époque — la plus pauvre de l'histoire de France en penseurs militaires — n'étaient nullement préparés.

L'étude du facteur humain avait conduit Ardant du Picq à évoquer la surprise à la guerre. Mais il avait constaté que cet élément allait être moins déterminant dans les campagnes modernes, dans lesquelles il prévoyait une décision rapide.

Il s'élevait contre la théorie de la « supériorité des grands bataillons ». Pour lui, elle était nocive, car, en mettant trop l'accent sur le facteur « masse », elle méconnaissait les forces morales, l'entraînement de la

¹ Cf. l'édition réduite, avec commentaires du colonel Nachin, *Ardant du Picq*. Editions Berger-Levrault, Collection des « Classiques de l'Art militaire », 1948.

troupe, en d'autres termes, sa *qualité*; or, c'est celle-ci qui a triomphé chez les Prussiens à Sadowa, alors que celle des Autrichiens lui était inférieure.

Il critiquait la valeur des réserves françaises qui, jetées dans la bataille d'un jour à l'autre, s'y présentaient sans la cohésion nécessaire. Et, à ce point de vue, il semble avoir fait école en France, où les responsables de la mobilisation de 1914 avaient refusé d'incorporer les grandes unités de réserve dans la masse de manœuvre proprement dite.

Ardant du Picq tirait des conclusions, dans ce domaine de ses études, des campagnes napoléoniennes. Il y trouvait cette constatation que l'empereur avait engagé souvent — notamment à Wagram, à Eylau et à Waterloo — d'immenses masses d'infanterie, qui n'avaient remporté aucun succès notable.

D'où des pertes considérables, avec l'impossibilité, pour le commandement, d'utiliser une deuxième fois le même jour les troupes en cause. En effet, le désordre qui régnait chez elles les rendait pratiquement immédiatement indisponibles pour une nouvelle intervention.

Napoléon, compte tenu du manque d'expérience de ses hommes, du savoir à son avis insuffisant de ses officiers, ne pouvait mettre en œuvre une véritable manœuvre d'attaque et se voyait obligé d'avoir recours au seul effet de masse. En somme, il pratiquait en l'occurrence la politique du moindre mal, avec comme conséquence une profonde usure des masses d'infanterie et de cavalerie, une continuelle détérioration de leur valeur morale et technique.

Ardant du Picq faisait en quelque sorte la critique des armées révolutionnaires sorties de terre par la levée en masse. Il constatait que celles-ci n'avaient initialement été sauvées de la destruction que parce qu'elles s'étaient trouvées en face de troupes non résolues. Et d'ailleurs, ajoutait-il, ces masses populaires, depuis Spartacus, n'ont-elles pas été généralement défaites? Et pourtant les gladiateurs romains ne manquaient pas de courage. Mais leur discipline comme leur encadrement avaient été improvisés. Or, il importe à la guerre que l'officier s'impose à ses soldats, tant par sa valeur technique que par un ascendant réel.

Pour Ardant du Picq, à la base d'une doctrine de guerre se situe, comme facteur dominant, non pas l'héroïsme ou la valeur combative, mais la peur, qu'il faut surmonter. Et il cite le mot de Bourbaki, pour qui l'attaque n'était qu'une « fuite en avant ».

L'influence de cet auteur en France notamment, est essentiellement indirecte, constate le colonel Wallach. Car aussi bien la doctrine à outrance du colonel de Grandmaison que certaines idées de Foch proviennent d'une étude approfondie du « Combat moderne ».

A vrai dire, Ardant du Picq a connu une certaine audience à l'étranger ¹. Il a été cité par Liddel Hart, par Fuller et par des auteurs américains.

FOCH est le deuxième auteur cité par Wallach, qui s'inspire d'ailleurs de certains commentaires — parfois critiques — de Liddel Hart.

Dans *Les principes de la guerre*, le général français s'élève contre l'opinion que l'on n'apprend la guerre « qu'en la faisant », et qui a été la cause de l'absence de penseurs militaires français éminents dans les décennies d'avant 1870.

Pour lui, au contraire, le champ de bataille est la place la plus mauvaise pour s'instruire: on n'y applique que ce que l'on sait déjà. Foch prend comme exemple la guerre de 1866, perdue par les Autrichiens contre les Prussiens qui pourtant, depuis 1815, n'avaient guère combattu. Opinion d'ailleurs critiquée par Liddel Hart, qui fait valoir que les Autrichiens avaient en réalité subi un dressage de cour de caserne du temps de paix et la guerre avait fait ressortir l'insuffisance de ce dressage.

Foch fondait son enseignement sur 4 campagnes de Napoléon et un cas tiré de la guerre de 1866, 4 autres relevés dans celle de 1870. Et Liddel Hart lui reprochait d'avoir ainsi bâti sa doctrine sur 9 observations historiques seulement. Alors que Clausewitz, ajoute Wallach, avait évoqué 130 campagnes. Et Liddel Hart accuse, en outre, le chef français d'avoir voulu « formuler une doctrine en dehors de laquelle il n'y avait pas de salut ».

Il ne semble vraiment pas que ces critiques soient justifiées. Car il appartenait au professeur à l'Ecole supérieure de Guerre qu'était Foch de formuler avec précision, en nombre forcément limité de leçons et de séances pratiques, une doctrine pour la guerre imminente. Et il ne faut pas comparer ce rôle didactique, qui incombait au guide des futurs chefs militaires de son pays, avec celui de Clausewitz qui, pendant toute une carrière, énonçait — sauf dans le dernier livre de son ouvrage — les principes généraux et constants de la guerre de toujours.

¹ Cf. *Makers of modern strategy*, Editions Earle, Princeton 1943. *Du Picq and Foch*, par Possony et Mantoux, 1943.

Foch, par ses fonctions du moment, était, lui, un instructeur chargé de la démonstration et justification d'une « doctrine du moment ». Et celle-ci était le fruit de ses réflexions; il la considérait comme acquise, fondée sur un certain nombre de principes fondamentaux, dont l'économie des forces, la liberté d'action à préserver, la sûreté, etc.

Et dans son enseignement, partant de cas concrets tirés des campagnes napoléoniennes ou de la guerre de 1870/71, il faisait ressortir les décisions heureuses prises, tout comme les fautes commises. C'est ainsi qu'il dénotait, chez l'empereur, la théorie des « possibilités de l'ennemi », qu'il opposait couramment à celle des « intentions de l'ennemi », pratiquée par Moltke.

Il est regrettable que l'ouvrage de Wallach n'ait pas évoqué cette attitude, cette prise de position chez Foch. Car les deux « écoles » ont actuellement leurs partisans.

Sur le plan de l'exécution, Foch a pu faire facilement ressortir les fautes commises par Moltke dans la première phase de la campagne franco-allemande, où l'information de l'autorité supérieure allemande, faute d'une reconnaissance suffisante, a généralement été déficiente. Elle aurait pu avoir des conséquences catastrophiques en face d'un commandement adverse valable, ce qui n'était pas le cas.

Dans la deuxième phase de la guerre, par contre, Moltke a heureusement appliqué sa méthode de commandement.

Quoi qu'il en soit, il est regrettable que, dans l'ouvrage étudié, Foch — qui a eu le rare privilège d'appliquer sa doctrine — n'ait été évoqué que du point de vue de Liddel Hart, dont certaines critiques semblent contestables. Quelques erreurs mineures — par exemple l'appréciation fautive de la puissance du feu du fantassin dans l'attaque et dans la défense — ne permettent pas de déclasser en quelque sorte un auteur. La critique, en général, n'est-elle pas indulgente pour diverses erreurs d'appréciation de Clausewitz?

Il convient d'ailleurs de noter que, dans son enseignement, le futur maréchal de France — et tout en prônant une doctrine bien définie — a toujours été très réaliste. Il citait, à ses disciples, la phrase de Verdy du Vernois, commandant l'avant-garde allemande à Nachod: « Au diable l'Histoire et ses principes. De quoi s'agit-il vraiment? »

Et ce « de quoi s'agit-il ? » constitue peut-être le principe fondamental d'action de Foch, pour qui, à la guerre, « on fait ce que l'on peut, avec ce que l'on sait ».

Mais une comparaison entre lui et le « philosophe de la guerre » est difficile à établir. D'ailleurs, le chef français a fait de nombreuses références à Clausewitz. Ce dernier s'est efforcé, à travers toute son existence, de formuler une théorie générale de la guerre et seul le dernier livre de *Vom Kriege* est concret, appliqué à la guerre attendue. Lui aussi a fait des erreurs. Il a, par exemple, largement sous-estimé les possibilités d'une guerre de partisans. Tandis que Foch avait pour mission précise de former les généraux et officiers d'état-major de la guerre mondiale menaçante. Celle-ci a été affrontée, de part et d'autre, avec des plans inadéquats.

Il n'en demeure pas moins que l'enseignement de Foch, comme celui de Bonnal, a été efficace : la France leur doit ses grands chefs de 1914/18 et leurs états-majors qui, confrontés avec des situations vraiment imprévues, ont eu du moins le mérite de reconsidérer les doctrines reçues en se posant continuellement la fameuse question du « de quoi s'agit-il ? »

Bref, pour qui a quelque peu étudié Foch avec objectivité, le titre de ce chapitre, *Foch, un mélange de mysticisme et de pragmatisme*, apparaît comme insuffisant pour rendre compte de la valeur d'un chef qui a réellement affirmé son savoir tant dans ses écrits que sur le champ de bataille.

LA PENSÉE MILITAIRE ALLEMANDE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

L'étude commence par SEECKT, le « visionnaire de l'armée d'élite ».

C'est là essentiellement un chapitre de l'histoire des institutions militaires allemandes. En effet, le chef de la Reichswehr s'était trouvé confronté avec le problème posé par une armée de 100 000 hommes, pour laquelle on se demandait s'il fallait adopter le principe de l'armée d'élite ou celui d'une armée populaire. Et la question de ce choix se situait à une époque où Fuller et Liddel Hart prônaient l'armée de métier.

Or, Seeckt estimait que la conscription avait eu pour conséquence de détériorer la valeur morale et combative du soldat allemand. Pour lui, la masse empêche la mobilité et donc rend plus difficile la manœuvre. Or, l'objectif d'une stratégie moderne, c'était de forcer la décision avec

des troupes mobiles d'une haute qualité, aptes aux opérations, avant ou sans la mise en mouvement de masses.

Il estimait donc une petite armée bien entraînée supérieure à une force supérieure en nombre, mais moins bien instruite. Et puis, il n'avait pas le choix, étant devenu le chef de la Reichswehr, aux effectifs réduits à 100 000 hommes.

Structure de l'armée d'avenir d'après Seeckt. Il s'agit là d'une force du temps de paix, « armée de couverture » ou « armée opérationnelle », composée de préférence de volontaires servant à long terme.

A ces soldats d'élite devaient être attribués l'armement et l'équipement les meilleurs. Et son noyau d'officiers, de sous-officiers et de soldats servirait à l'encadrement des formations et écoles dans lesquelles les jeunes recrues accompliraient une brève instruction, puis des recyclages périodiques.

De la sorte, Seeckt entendait former, à côté du corps de bataille, constitué par un personnel d'une haute valeur, une masse capable, éventuellement, d'assurer la défense territoriale.

La *guerre future*, il la voyait précédée par une attaque mutuelle des deux aviations, cherchant à s'éliminer réciproquement et à prendre à partie les rassemblements de troupes.

Par ailleurs — et contrairement à Schlieffen — Seeckt prônait *le commandement de l'avant, la mobilité et l'emploi de réserves immédiatement disponibles pour l'action*. En somme, il manifestait là un tempérament rappelant celui de Napoléon. De plus, avec sa petite armée de 100 000 hommes et les renforts de celle-ci, il *cherchait à exclure la guerre sur deux fronts*. Et, à cet effet, il recommandait — lui, le noble — *l'entente avec la Russie*. Quant au problème polonais, il devait, pensait Seeckt, être résolu par accord avec l'U.R.S.S., au profit des deux pays.

Pour les *relations entre la politique et la guerre*, il insistait sur le parallélisme entre l'action « à coups de fusil » et celle de la politique. Mais, dans les deux cas, il voyait le même objectif: *le triomphe par l'anéantissement de l'ennemi*. « Le combat, c'est l'effort en vue de l'anéantissement de l'ennemi, la paix, l'exercice de la puissance. » On a souvent comparé Seeckt à Schlieffen. En fait, il existe bien des différences entre eux. Schlieffen ne croyait qu'à la manœuvre de flanc, alors que le chef de la Reichswehr ne la voyait guère possible dans la guerre moderne. En effet, estimait-il, contre un adversaire se présentant

désormais avec un dispositif en profondeur, il faudra avoir recours à une rupture frontale, une action sur les flancs ne pouvant incomber qu'aux réserves.

Une manœuvre de débordement, selon lui, n'aurait de chances que dans le cas exceptionnel d'une supériorité numérique sur l'adversaire. « Si cette dernière n'est pas réalisée, il sera souvent indiqué de menacer de débordement, mais de passer ensuite à la rupture ».

LUDENDORFF, « *l'apôtre de la guerre totale* », forme le chapitre suivant de l'étude sur la pensée militaire allemande de l'entre-deux-guerres.

Wallach précise ici, à juste titre, que la « guerre totale » de ce chef allemand n'a rien de commun avec la « guerre absolue », évoquée par Clausewitz.

Pour Ludendorff, en effet, tout doit être subordonné à la conduite de la guerre, donc l'action de tous sera dominée par le chef militaire. Contrairement à Clausewitz, il estime que ce n'est pas la politique qui doit primer la guerre, mais que celle-ci, au contraire, doit l'emporter. C'est donc le chef militaire qui représente le niveau de décision suprême.

« En somme, constate Wallach, le mérite douteux de Ludendorff a résidé dans l'enrichissement de la pensée militaire de l'entre-deux-guerres par une doctrine schismatique. »

On ne peut que partager cette manière d'apprécier Ludendorff en relisant ce dernier qui écrit : « La guerre et la politique sont au service du peuple. Mais c'est la guerre qui constitue l'affirmation suprême de la volonté populaire. C'est là la raison pour laquelle la politique doit être au service de la conduite de la guerre. Théorie d'ailleurs condamnée par les événements de 1918. Et Hitler lui-même a désavoué en quelque sorte son ancien complice, en commettant la faute inverse, celle de se proclamer, en tant que chef d'Etat, également commandant militaire suprême.

FULLER et LIDDEL HART sont, aux yeux du colonel Wallach, les deux personnalités représentatives de la pensée militaire britannique de l'entre-deux-guerres.

FULLER, *le spécialiste de la guerre mécanisée*, a été représenté par Liddel Hart comme comparable à certains égards à Napoléon et à

Clausewitz, dont « aucun ne peut se mesurer avec Fuller pour le sens du progrès et les vues sur l'avenir ».

On peut trouver quelque peu excessive cette louange. A vrai dire, il y a eu, dans l'évolution de la pensée de Fuller, deux périodes. D'abord il a été, jusqu'en 1914, sous l'emprise des doctrines françaises d'Ardant du Picq, de Grandmaison et de Foch. Puis, les pertes immenses subies par son armée nationale, dans les batailles de la Somme (60 000 hommes) et en 1916, l'amènèrent à modifier sa manière de voir. Il proposa alors d'adopter des lignes de tirailleurs échelonnées en profondeur, avec des intervalles aussi bien entre les chefs et leur troupe qu'entre les divers groupes eux-mêmes, afin de présenter à l'ennemi des objectifs réduits et dispersés.

Pour lui, le commandant en chef se bat comme un homme isolé qui se protège d'une main et se bat de l'autre. Il lui faut s'appuyer sur deux forces, l'une permanente — qui doit supporter la pression de l'ennemi — et l'autre qui représente sa force de frappe. Une troisième, la mobile, constituée autrefois par la cavalerie, l'est maintenant par l'arme blindée.

Quant à la Première Guerre mondiale, elle apparaissait, aux yeux de Fuller, comme « très moyenne » sur le plan tactique: l'artillerie avait manqué de mobilité, l'infanterie avait rassemblé des masses énormes dans la défensive et la cavalerie était trop faible dans l'offensive.

Et il soulignait — sans employer ce terme — l'importance de la « logistique, de la liaison entre la nation et l'armée, de la coordination générale de la guerre. Il souhaitait la concentration de cette direction d'ensemble entre les mains d'un seul homme.

Dans ses considérations sur la conduite générale des opérations, Fuller en vint à penser que la *destruction morale de l'ennemi était plus importante que l'élimination physique de ce dernier*.

Et, dans la guerre, il voyait trois éléments: le mouvement, l'armement, la sûreté. Dans ces conditions, concluait-il, trois mesures s'imposaient:

- l'augmentation de la *mobilité de l'artillerie*,
- la *force de frappe de l'infanterie*,
- la *protection de la cavalerie*.

D'où cette *solution logique: les grandes unités blindées*.

Celles-ci devaient permettre cette réalisation: des forces conduites par des chefs scientifiques se battant à l'aide de spécialistes de la mécanique et qui rendront inutile l'infanterie proprement dite. Et, dans ce nouveau contexte, il s'agira non pas d'anéantir l'ennemi, mais de lui « imposer notre volonté avec le minimum de pertes ».

D'où la solution d'une *armée de métier, à peine complétée par des formations mobilisées* d'importance secondaire. Car le coût des unités modernes rend pratiquement impossibles les armées de masse de jadis.

A vrai dire, les nouvelles troupes blindées seront plus faciles à conduire qu'une armée mixte. Mais, comme dans une vision prophétique, Fuller prévoyait — outre le combat classique — la *guérilla*.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il estimait que le jeu entre l'offensive et la défensive devait désormais se concrétiser dans une défense en surface — combinaison entre points d'appui solides et forces mobiles — avec l'exclusion de positions défensives frontales. L'offensive, dans ces conditions, c'était la progression, alors que la défensive devait obliger l'ennemi à s'user dans la poursuite, afin de lui faire perdre l'initiative.

Dans son « Plan 1919 », Fuller avait constaté que le progrès technique imposait un nouveau choix dans les objectifs à poursuivre. Alors que la destruction des forces ennemies était jadis le but essentiel de toute campagne, désormais la doctrine devait viser avant tout à anéantir les organes de commandement adverses.

Et c'est là, disait-il, que se situe la forme suprême de la surprise, « surprise par la nouveauté de l'action, ou l'impossibilité de rétablir la sûreté, alors que l'imprévu est devenu un fait quotidien ».

Il faut viser les organes de commandement, afin que l'effondrement des troupes résulte à bref délai de la destruction du cerveau du dispositif ennemi.

Il considérait que pratiquement la distance du front aux postes de commandement jusqu'au niveau suprême du front occidental représentait en gros 160 km, avec une succession de tranchées, de barbelés semés d'obstacles.

Pour contourner cet ensemble, deux armes devaient intervenir:

— l'aviation,

— les chars.

A vrai dire, Fuller n'avait pas mesuré toutes les possibilités de *l'arme aérienne*, à laquelle il ne reconnaissait que les missions suivantes:

constituer l'avant-garde des chars:

- pour les aider dans la destruction des P. C. adverses,
- les conduire à leurs objectifs,
- les protéger contre les feux d'infanterie,
- assurer le ravitaillement des unités avancées,
- servir aux liaisons,
- transporter les commandants de brigades, afin de leur donner une vue du champ de bataille et de faciliter leur action au combat.

Par contre, il avait bien saisi les *principes du commandement des formations blindées*. Plus les armes seront mécanisées et moins devra être mécanique l'esprit qui les guidera. »

Et il évoquait le cas du commandant du corps blindé britannique de la bataille de Cambrai, un jeune chef de moins de 40 ans, qui s'engageait à la tête de ses chars.

Quelle différence avec Schlieffen qui voyait « l'Alexandre moderne » commandant loin du champ de bataille... dans une salle des cartes bien équipée.

Et Fuller résumait ses idées: « ... avant tout des unités blindées relativement légères et très mobiles, représentant une armée plus formidable que jadis les masses non blindées... »

Quoi qu'il en soit, et même si on peut lui reprocher d'avoir pensé la guerre moderne exclusivement en « mécanicien » de cette dernière, il n'en demeure pas moins que ses 40 ouvrages ont fait école, notamment en Allemagne, où Guderian a reconnu avoir largement puisé ses idées dans la doctrine de Fuller.

En fait, ce dernier n'a pas été le seul à créer, à concrétiser la doctrine d'emploi des grands corps blindés. Il y a eu de Gaulle, en France, que Wallach considère tout simplement comme un disciple de Fuller et, en Grande-Bretagne même, Liddel Hart que le colonel israélien nous présente comme « le doctrinaire de la guerre moderne dans son ensemble ».

LIDDEL HART, « *l'évangéliste de la guerre moderne* ». Wallach, rappelant le mot du général Ygal Allon, l'évoque comme « le capitaine qui fait l'instruction des généraux ».

En effet, le brillant auteur de la guerre moderne a dû quitter le service actif dans le modeste grade de capitaine, par une décision médicale, considérée par Fuller comme un prétexte pour se débarrasser de l'écrivain jugé indésirable dans l'armée.

Mais Liddel Hart allait s'affirmer, comme par une ironie du sort, comme conseiller du ministre de la Guerre Hore-Blisha. Mais ayant écrit son ouvrage *The Defence of Britain*, publié à New York en 1939 et mal interprété par une certaine opinion, il fut considéré ensuite comme le responsable de la guerre immobile de la ligne Maginot et de la débâcle de Dunkerque. En réalité c'était, bien au contraire, lui qui avait fait école. Car la doctrine de Liddel Hart, c'était bien les Allemands qui l'avaient appliquée et le reconnaissaient.

En fait, si les Britanniques avaient vraiment créé les divisions blindées qu'avait réclamées cet auteur méconnu à l'époque, il eût été possible, avec elles, d'arrêter sur le front de France la poussée allemande ou du moins de la retarder en direction de la Manche.

Et Wallach examine quelques-unes des thèses défendues par Liddel Hart au lendemain de la Première Guerre mondiale, alors que ce dernier voyait encore la tactique de l'infanterie sous la forme d'un « torrent sauvage » se répandant dans toutes les fissures du dispositif ennemi, pensant que, de la sorte, il serait possible de venir à bout des systèmes fortifiés.

Or, Fuller, à la même époque, dans « Plan 1919 », estimait déjà que cette conquête de la position ennemie ne pouvait être obtenue que par le char. Quant à Liddel Hart il ne voyait primitivement dans les chars que l'arme d'accompagnement de l'infanterie. Mais il se rallia par la suite à l'idée de mécanisation. Il en vint alors à préconiser une « division nouveau type », composée de 3 brigades mixtes, avec chacune notamment 3 bataillons d'infanterie portée sur véhicules blindés, et une brigade d'artillerie mécanisée.

Il estimait que les effectifs de cette formation devraient comporter 60 % de ceux d'une division antérieure, mais servis par une puissance de feu supérieure et jouissant d'une remarquable mobilité.

C'est cette conception que Liddel Hart allait défendre dans les années

vingt, en prônant la coopération tank-avion, et l'adoption d'une artillerie automotrice.

Attitude qui lui valut un accueil réservé de la part du ministre de la Guerre, mais les sympathies de celui de l'Aviation. Ce qu'il réclamait, c'était la mise sur pied d'un corps expéditionnaire britannique, compte tenu de ses constatations. Et il demandait une instruction de la troupe dans cet esprit, très différent à vrai dire de la doctrine officielle du moment.

Par ailleurs Liddel Hart a été un remarquable historien militaire. Et de ses études il tirait la conclusion qu'une « victoire militaire ne se confond pas avec l'atteinte de l'objectif politique ».

Il voulait, à tout prix, éviter les pertes massives de 1914/18, par la formulation d'une stratégie adéquate, notamment en préconisant une « *stratégie par action indirecte* ».

Il constatait, en effet, que « l'objectif est toujours... d'affaiblir la force de volonté adverse, avant de chercher à la maîtriser. Et le but est atteint dans les meilleures conditions en attirant l'ennemi hors de sa position défensive. »

En 1926, il écrit — dans l'esprit de Fuller d'ailleurs — que « l'objectif véritable à la guerre, c'est l'âme du commandement ennemi, non pas les troupes ».

Et il en arrivait aux « *objectifs alternatifs* » (de rechange), c'est-à-dire une direction de progression telle que divers objectifs sont menacés, ce qui dérouté l'adversaire, car on conserve alors la majorité de ses propres moyens sur la direction principale. « Comme un arbre, un plan doit avoir plusieurs branches, s'il doit porter ses fruits. »

Et cette notion de la multiplicité des objectifs éventuels s'allie étroitement à celle d'une manœuvre sur lignes intérieures. Et « plus les forces ennemies sont éloignées les unes des autres, plus sera facile une victoire décisive ».

Poursuivant son raisonnement, Liddel Hart arrive à cette conclusion que la stratégie « *devient l'art de répartir les moyens militaires de telle façon que les objectifs politiques soient atteints* ». Nous soulignerons, en passant, l'aspect tout clausewitzien de cette constatation de l'expert britannique.

Mais, dans le domaine de la stratégie et de la tactique, Liddel Hart ne croit pas pouvoir déceler des limites précises entre ces deux activités. Il évoque cependant la « *stratégie supérieure* », pratiquement synonyme

de la politique, qui, aux confins du militaire et du politique proprement dit, détermine la conduite de la guerre, tout en se distinguant du second qui fixe l'objectif, le but. En somme, il s'agit d'une « politique de l'exécution », conséquence directe de celle qui énonce ce but. Il appartient donc à cette « stratégie supérieure » de fournir les hommes et le matériel nécessaires à la campagne projetée.

Et il faut, en fait, que les moyens soient adaptés au but fixé, ce dernier ne pouvant d'ailleurs être que celui que permettent les moyens disponibles. Vérité qui a été exprimée, en France, par cette constatation : « Il faut les moyens de la stratégie envisagée, étant entendu que l'on ne peut faire que la stratégie de ses moyens. »

En ce qui concerne l'arme blindée, les théories de Liddel Hart sont assez voisines de celles de Fuller. Mais, alors que ce dernier ne reconnaissait aucune place à l'infanterie dans la bataille entre forces blindées, il prônait une véritable coopération entre les chars et l'infanterie, à vrai dire, mobile et blindée elle-même.

Wallach constate que les Britanniques avaient adopté, en 1935-45, la solution de Fuller, les Allemands, celle de Liddel Hart.

Tels sont quelques-uns des aspects essentiels de la doctrine d'un des plus éminents écrivains militaires de l'entre-deux-guerres. Si, par certaines de ses affirmations, Liddel Hart se rapproche de Clausewitz, il a parfois aussi critiqué ce dernier. Notamment en lui reprochant de vouloir obtenir la décision à l'aide d'armées de masse procédant à l'anéantissement de l'ennemi, c'est-à-dire des forces militaires de ce dernier.

Il y a là une prise de position contestable. En effet, le grand Prussien devait tenir compte d'une conception généralement admise, devenue un fait, comme elle l'avait été pour Napoléon et comme elle allait l'être pour les généraux des deux guerres mondiales.

Liddel Hart, lui, préconisait le système de l'armée de métier, d'ailleurs traditionnelle en Grande-Bretagne. Il serait donc inutile d'insister davantage sur une divergence d'opinions largement explicable par des contextes nationaux très différents.

Quoi qu'il en soit, Liddel Hart restera l'un des plus grands écrivains militaires du siècle. Wallach le considère même comme le plus grand, en tout cas le plus prolifique... d'ailleurs grâce, sans doute, à son départ prématuré de l'armée. Comme Clausewitz, il a eu le temps qui a manqué à des généraux illustres, pris par leurs fonctions, sans avoir le répit

nécessaire pour l'exposé de leurs doctrines et de leur expérience. Les grands chefs militaires de l'Histoire, en effet, écrivent davantage avec leur épée qu'avec leur plume...

Mais, ayant évoqué les auteurs militaires les plus marquants à son sens, Wallach a eu le mérite d'aborder le « cycle marxiste », cette autre école de théoriciens de la guerre, ou du moins d'une certaine guerre.

LE CYCLE MARXISTE

C'est à juste titre que le colonel Wallach réserve une large place, dans son ouvrage, aux inspireurs marxistes de la pensée militaire soviétique et chinoise actuelle, ainsi qu'aux représentants de cette dernière.

En fait, il ne cite guère Marx lui-même. Or, nous savons que, dans le train qui le ramenait en Russie, Lénine avait emporté ses deux livres de chevet, dont celui de Marx sur la Commune.

En réalité, c'est bien Marx qui enseignait au futur dictateur rouge comment s'emparer du pouvoir, alors que Clausewitz lui montrait les moyens à utiliser en vertu de la « grammaire de la guerre ».

Mais Wallach a sans doute voulu insister sur ENGELS, personnalité plus complexe, mais aussi plus complète que l'auteur du *Capital*. Il était, en effet, dit Wallach, à la fois « homme d'affaires et révolutionnaire, capitaliste et communiste ».

Ce qui l'avait rapproché de la pensée militaire — outre son service dans un régiment de la Garde à Berlin — c'était l'écho des différentes insurrections de son temps, un peu partout en Allemagne, après la Révolution française de 1848.

Il avait pris part à ces mouvements au Palatinat et en pays de Bade, ayant même participé à des combats. Ecœuré par « le sale esprit de corps » des officiers engagés dans le mouvement, il avait estimé nécessaire l'acquisition de connaissances militaires par les « civils », en prévision d'autres révolutions qu'il estimait imminentes et qu'il convenait, selon lui, de préparer méthodiquement.

D'où notamment les études d'Engels sur Clausewitz, et sa collaboration avec Marx, qui allait le considérer comme son expert en la matière.

Or, Engels, dans son travail, mettait à profit le moindre événement militaire du moment pour parfaire ses connaissances sur l'art de la guerre. Il procédait à des vues d'ensemble sur la situation en Europe de

l'Ouest et du Sud-Ouest. Et il avait acquis en la matière une compétence telle qu'on le considérait comme le porte-parole d'un général, supposé se cacher derrière le journaliste éminent qu'était alors Engels. Et c'est le monde de la guerre tout entier qu'évoquait ce dernier : l'organisation et l'armement, l'évolution de la pensée militaire à l'ère industrielle.

Engels eut le mérite, par exemple, de voir dans la guerre de Sécession d'Amérique un tournant de l'histoire militaire. Il avait même rédigé un plan de campagne susceptible d'assurer la victoire des nordistes et qui — affirme Wallach — est pratiquement celui qu'allait appliquer Sherman, avec un certain retard d'ailleurs.

Il prédit, en outre, avec précision, la durée de la Première Guerre mondiale attendue et il signalait notamment l'importance des pertes et les circonstances de la fin du conflit.

Wallach — et on peut le regretter — n'insiste pas davantage sur cette partie strictement militaire de la pensée d'Engels et il renvoie à son ouvrage *Die Kriegslehre von Friedrich Engels* dans « Hamburger Studien zur neueren Geschichte », cahier n° 10, 1968.

Quoi qu'il en soit, c'est là un aspect généralement peu connu de l'écrivain socialiste.

Par contre, l'ouvrage étudié analyse assez longuement le concept d'Engels sur la *guerre révolutionnaire*.

A vrai dire, le compagnon de Marx avait eu en cette matière une réelle expérience personnelle vécue en 1849. Mais cette campagne, sous le commandement de l'ancien lieutenant badois Sigel, avait été conduite dans un désordre général et en dépit du bon sens. Et lorsque le Polonais Mierolawski, plus doué, avait pris le commandement en chef de l'opération, il était trop tard. Une dernière retraite, habile, contre un ennemi aux effectifs quatre fois supérieurs ne pouvait qu'aboutir à une reddition.

Mais du moins cette expérience vécue permit à Engels une étude approfondie de ce soulèvement armé. Il découvrit le rôle dominant, en la matière, de la Révolution française et en tira cette conclusion que la libération de la classe ouvrière nécessitait une nouvelle doctrine militaire, bien adaptée au but poursuivi.

Engels estimait que cette action allait se développer en deux phases.

D'abord celle de l'émancipation, puis celle du prolétariat libre, avec l'abolition totale des différences de classe et la collectivisation des moyens

de production. Mais, sur le plan de la mobilisation, il espérait pouvoir utiliser la moitié ou les deux tiers de la population.

Pour lui, « l'insurrection est un art, tout comme la conduite de la guerre et, comme tout autre art, elle est soumise à certaines règles, dont la non-observation conduirait au désastre tout parti qui s'en rendrait coupable ».

Et il déduit ces règles de l'expérience d'après 1848, dont il fait le bilan :

- d'une part il ne faut *pas se mêler d'insurrection sans avoir préalablement évalué* avec précision et accepté en connaissance de cause *toutes les conséquences de l'action projetée*,
- par ailleurs l'insurrection est un calcul avec des *variables très incertaines*, susceptibles de se modifier journallement,
- enfin, *l'ennemi a pour lui l'avantage de l'organisation, de la discipline, de l'autorité traditionnelle*, vis-à-vis desquelles on succombe si l'on ne dispose pas d'une supériorité massive.

Et puis, *l'insurrection une fois déclenchée, il faut agir résolument et passer à l'offensive*, la défensive étant la mort de tout soulèvement ».

Il faut *surprendre l'ennemi*, poursuit Engels, *tant que ses forces sont dispersées, se procurer alors des succès nouveaux* chaque jour, fussent-ils très limités. Il est indispensable, en effet, de conserver la supériorité morale, procurée par les succès initiaux et d'attirer les hésitants. Bref, « de l'audace, de l'audace, encore de l'audace », comme disait Danton.

Et, dans l'action générale du prolétariat, Engels prévoyait *l'alliance avec la révolution bourgeoise*. Il écrit dans la *Tribune*, en 1852 :

« La classe ouvrière prit les armes dans la pleine conscience que ce combat n'était à vrai dire pas le sien dans ses objectifs immédiats. Et du moins il avait l'avantage d'ouvrir la voie, de créer une situation de crise favorable à une nouvelle révolution ». Mais, dans cette tactique, estime Engels, il ne faut pas exclure la « trahison des bourgeois. »

Ainsi il en arrivait à soutenir la politique de Bismarck en vue d'une augmentation de l'armée. Car « plus d'ouvriers auront une pratique des armes et mieux cela vaudra ». Le service militaire obligatoire devait créer, à ses yeux, une armée prussienne, instrument possible des coups d'Etat.

Compte tenu de ces constatations, Engels aborde la *guerre révolutionnaire proprement dite*.

Pour lui, la révolution vieux style avec barricades est révolue. *Ce dont il s'agit ici*, selon lui, *c'est de miner l'adversaire moralement*. Car si l'on réussit dans cette voie, la troupe est défaillante, les chefs « perdent la tête » et l'insurrection triomphe. Dans le cas contraire, la qualité et les avantages de l'armée régulière l'emportent. Ainsi la guerre des barricades, dit Engels, a échoué en Allemagne en 1848/49. Par contre, elle a triomphé en 1830 en France, où une garde bourgeoise s'était interposée entre l'armée et le peuple en faveur de ce dernier, ou, par une attitude hésitante, avait découragé la troupe.

En somme, dit Engels, la guerre des barricades n'a qu'une utilité : saper le moral des troupes régulières. Mais une insurrection groupant toutes les couches de la société est rare.

A vrai dire, il n'entendait pas dire que les combats de rue ne joueraient jamais un rôle dans l'avenir. Il constatait seulement que, de son temps, les conditions étaient plus favorables à la troupe qu'aux insurgés. Et il insistait sur la nécessité d'atteindre l'armée par l'intérieur, moralement.

Ayant énoncé ces vérités générales sur la situation de son temps, Engels étudie la *tactique subversive et celle de la guérilla*. Certes, il demandait d'éviter l'affrontement avec la troupe, mais non pas dans tous les cas. Il a étudié, en effet, la guérilla espagnole contre Napoléon et la résistance chinoise aux Britanniques après la campagne de 1840-42. Alors que pendant la guerre le peuple avait abandonné la lutte, s'était soumis au vainqueur avec un fatalisme tout oriental, il s'était engagé ensuite dans la lutte clandestine, empoisonnant des Européens et faisant assassiner des équipages entiers sur leurs navires. Et Engels justifie ce genre de guerre, une guerre *pro aris et focis*.

Il évoque aussi la deuxième partie de la campagne de 1870/71, l'intervention des francs-tireurs, qu'il décrit dans la *Pall Mall Gazette* : « Pas d'ennemi en vue, pas de force régulière décidée à résister en rase campagne, mais de la cavalerie et des francs-tireurs sur les flancs, pas de renseignement sur le stationnement des troupes françaises et les troupes prussiennes rassemblées en formations assez importantes... »

Telle est l'image de la progression du grand-duc du Mecklembourg ; elle fait penser à la guérilla subie par Napoléon en Espagne ou par Bazaine au Mexique...

Et Engels souligne les possibilités de telles actions, si elles sont déclenchées à bon escient : « ... l'esprit de résistance une fois éveillé lors

de l'occupation d'un pays hostile, même des armées de 200 000 hommes ne feront guère de progrès. » Car elles parviennent à une situation dans laquelle leurs détachements se révèlent inférieurs à la défense organisée rencontrée.

Mais, dans un article paru dans la *New York Daily Tribune* de 1853, il avait déjà constaté — fait confirmé par les événements récents — que « l'appui par une armée régulière est de nos jours absolument indispensable pour la poursuite de toute guerre irrégulière ou insurrectionnelle contre une forte armée régulière ».

Et dans la même publication Engels évoquait, en 1857, une « autre forme de guerre défensive : » « Il existe aussi une autre forme de guerre défensive de montagne, qui a acquis une certaine notoriété dans les temps récents; c'est l'insurrection nationale et la guerre de partisans qui, du moins en Europe, exige une région montagneuse. Nous en avons quatre exemples: le soulèvement du Tyrol, la guerre espagnole contre Napoléon, le soulèvement des Basques carlistes et celui des tribus du Caucase contre les Russes. » Et il constate qu'aucun de ces combats n'a été efficace, sauf celui des Tyroliens tant qu'il a été soutenu par des troupes régulières autrichiennes. N'en a-t-il pas été de même, de nos jours, pour la guerre civile de Markos, en Grèce, qui a cessé le jour où l'appui extérieur a fait défaut aux insurgés ?

Nous pourrions appliquer le même raisonnement aux maquis français, qui ont été généralement efficaces dans la mesure où ils ont été soutenus et alimentés par les forces alliées.

Mais il est intéressant de noter la position de Marx et d'Engels vis-à-vis de la Commune française de 1871. Tous deux étaient convaincus que, dans certaines circonstances, il est nécessaire d'accepter même un combat désespéré, afin de contribuer à l'éducation des masses, de les inciter à la lutte prochaine. (Mais signalons que Clausewitz avait émis des idées semblables, appliquées à la résistance prussienne à l'occupation française.)

Quant à l'échec de la Commune, Engels et Marx l'attribuaient à l'attitude essentiellement défensive des insurgés. Si ceux-ci, au lieu de vouloir tenir Paris contre des forces considérables, avaient pris d'assaut le gouvernement de Versailles, ils auraient triomphé, selon les deux auteurs. Ces derniers estimaient par contre que le prolétariat, une fois victorieux, aurait dû se doter d'une armée véritable, afin de conserver ses conquêtes.

Mais Engels a évolué dans ses conceptions de *l'organisation militaire*. Avant ses études en profondeur, il avait cru à l'inutilité des armées permanentes, le contexte créé après une guerre civile devant exclure tout nouveau conflit, toute prétention sur une province extérieure. Puis, ayant analysé la guerre de Sécession, il changea d'avis. « La guerre de Sécession ne prouve qu'une chose, les sacrifices inouïs que la milice coûte, en hommes et en argent, très exactement parce que ce système n'existe que sur le papier. » En somme, l'idée, l'enthousiasme ne suffisent pas : il faut l'organisation. Et Engels se demandait ce qui serait arrivé si, à la place des milices du Sud, les Nordistes avaient trouvé devant eux une armée solide de quelques centaines de milliers d'hommes.

Toutefois il admet que peut-être la solution adéquate se situe entre la « prussienne » et la suisse.

Mais, devant un ennemi organisé, il faut des troupes qui n'apprennent pas la guerre seulement face à l'ennemi. Engels considère avec dédain « les fantaisies d'une armée de milice avec un temps de service pratiquement nul ».

C'est à juste titre que Wallach évoque longuement la doctrine militaire de ce spécialiste marxiste, car elle a été à la base des stratégies — au sens le plus large du terme — des grands chefs communistes.

En bref, Engels est bien le premier d'une véritable école, dont la pensée a été concrétisée par Lénine, avant de l'être par Mao Tsé-toung et bien des subversifs d'Extrême-Orient, d'Afrique et d'Amérique Latine.

LÉNINE, le « *réalisateur* ». C'est sous ce titre que Wallach nous présente la doctrine du père de la Révolution d'octobre. Et il souligne à quel point Lénine a étudié Engels et Clausewitz, dont l'ouvrage, nous l'avons déjà signalé, était l'un des livres de chevet du chef marxiste. Il a lui-même décrit l'auteur de *Vom Kriege* comme « l'un des écrivains militaires les plus astucieux ». Dès le 28 mai 1918, sur sa directive, la *Pravda* publiait cet avis : « Le devoir pour tout communiste, en tant que membre du Parti, est de dominer l'art de la guerre et d'enseigner cet art aux autres. » Bien entendu, l'objectif de Lénine était la révolution mondiale du prolétariat et il aurait préféré parvenir à ses fins par des voies pacifiques. Mais il estimait que c'était là un vœu pie et il se mit à préparer systématiquement une insurrection armée.

A cet effet il avait longuement étudié Engels et il résumait les conclusions que lui inspirait cet auteur :

- 1° Ne jamais « jouer avec l'insurrection », mais celle-ci une fois déclenchée, il faut la poursuivre jusqu'au bout.
- 2° A l'endroit et au moment décisif, il est indispensable de réaliser une supériorité des forces.
- 3° Dès le déclenchement de l'insurrection, la poursuite de celle-ci doit être vigoureusement menée et se traduire par un passage inconditionnel à l'offensive.
- 4° Il faut s'efforcer de surprendre l'ennemi et guetter le moment où ses forces sont dispersées.
- 5° Il est indispensable quotidiennement — à chaque heure dans les villes — d'obtenir des succès même minimes et de maintenir à tout prix la supériorité morale.

Mais l'attention de Lénine s'est portée tout particulièrement sur *l'organisation de l'insurrection*.

C'est ainsi qu'il a étudié, dans un article du *Prolétaire* de 1905, « De la défense à l'attaque », l'action d'un groupe de combat contre la prison centrale de Riga. Il avait envisagé des détachements d'attaque de 25 à 30 hommes. Mais il s'élevait contre la « paperasserie formaliste » de certains plans et il suggérait de petits groupes de combat de 3 à 10 ou 30 hommes, partout, avec la mission de s'armer avec les moyens du bord, de couteaux, de revolvers, voire de chiffons trempés dans le pétrole. Et ces groupes devaient choisir eux-mêmes leurs chefs, se mettre au travail « sans rien attendre de nous ». Et, pour les aguerrir, il proposait l'exécution de petites missions de combat. Tirant ses conclusions de l'insurrection de Moscou, il évoquait la « tactique des barricades », combinée avec celle de tout petits groupes, très mobiles. « La bombe, ajoute-t-il, a cessé d'être l'arme du bombiste; elle devient l'accessoire indispensable de l'armement populaire. »

Comme Engels, Lénine mettait en garde *contre toute action inopportune*, non exécutée au moment propice.

Par contre, il envisageait *l'action contre l'envahisseur*, éventuellement en pratiquant le combat en retraite, avec une stratégie de terre brûlée, afin d'enlever toutes les ressources du pays à l'adversaire.

Comme Engels, il a reconnu *l'importance des chemins de fer* dans la guerre moderne.

Estimant périmée une armée de mercenaires, il préconise le « *peuple en armes* », avec lequel « la Russie n'a à craindre aucun ennemi ». Et il réclamait une « armée populaire commandée par des officiers élus ».

Par contre, il méprisait les « miliciens avec pratiquement pas de service », déjà condamnés par Engels. De la Première Guerre mondiale il tirait la conclusion que « prend le dessus celui qui a la meilleure technique, la meilleure organisation, la meilleure discipline et les meilleures machines ».

Il avait constaté, en effet, que ses bandes de la Garde rouge n'avaient pas fait le poids pendant la révolution et l'invasion. Et, fin 1918, il avait fait connaître son intention d'entretenir une force permanente de 3 millions d'hommes. En avril 1919, il déclarait avoir surmonté d'indicibles difficultés pour cette mise sur pied d'une armée régulière. Et il affirmait qu'il n'était nullement question d'un retour au système des partisans. « Nous en avons trop souffert », dit-il.

En 1919, il précisait: « On ne peut apprendre d'un seul coup le métier de la guerre. » Et il expliquait qu'il avait dû garder d'anciens officiers tsaristes, colonels ou généraux, qui, parfois, avaient « trahi ». Mais il avait fallu monter un état-major de commandement pour eux, « afin que les ouvriers ou paysans s'instruisent », car « sans science il est impossible de créer une armée moderne ».

En fait, sur les 100 rédacteurs du nouveau Service en Campagne (1919), 79 avaient servi sous les tsars.

En somme, Lénine a été un bon élève de Marx et d'Engels. Et, pour lui, dans toute guerre, *l'arrière-pays joue un rôle important*: « ... les victoires sur le front intérieur furent relativement faciles, car l'ennemi n'eut ni supériorité organisationnelle, ni base économique, ni appui dans la masse de la population » (idée que Mao exprimera en décrivant les subversifs se mouvant dans le pays « comme poisson dans l'eau »).

Sur le plan supérieur de la guerre en général, Lénine a fait une distinction parmi les *guerres, classées en « justes » et « injustes »*, celles de la révolution prolétarienne se situant dans la première catégorie, la politique définissant la forme de l'action à entreprendre, régulière ou « populaire ».

En bref, Lénine nous apparaît, en dernière analyse, comme un disciple à la fois de Clausewitz et d'Engels, avec lequel il forme une école de pensée militaire que complétera Mao Tsé-toung.

LA GUERRE POPULAIRE SUBVERSIVE: MAO TSÉ-TOUNG, GIAP, GUEVARA. Sous ce titre, Wallach évoque les normes de la guerre subversive telle qu'elle a été définie et menée en Extrême-Orient — par Mao et Giap — et en Amérique Latine, avec Guevara.

Certes, ce genre de conflit ne date pas d'hier. Le colonel Wallach aurait même dû citer Sun Tsé et il aurait pu trouver en David un chef de partisans de tout premier ordre. Mais, se référant seulement aux XIX^e et XX^e siècles, il rappelle que Jomini et Clausewitz lui-même ont évoqué la guerre révolutionnaire, le « Volkskrieg », avant Moltke et Ardant du Picq.

Mais nous serons d'accord avec lui pour constater une sorte de renaissance de cette guerre irrégulière au XX^e siècle, notamment au lendemain du deuxième conflit mondial.

Il est à remarquer que si la Révolution russe, la guerre d'Indochine et celle de Chine ont eu lieu sous direction communiste, Cuba a connu un mouvement populaire d'abord modéré, dont le chef — fait unique — s'est rallié au monde marxiste seulement après sa victoire, obtenue d'ailleurs avec l'appui général, non communiste dans l'ensemble, de la population.

LA DOCTRINE DE MAO TSÉ-TOUNG est celle d'un homme qui, à l'origine, n'était nullement un soldat au sens propre du terme.

Ayant poursuivi ses études alors qu'il était employé à la bibliothèque de l'Université de Pékin, le futur chef de la Chine rouge avait suscité le premier soulèvement de paysans au Hounan, d'ailleurs vite réprimé par le Kouomintang. Puis, réfugié dans la montagne, il y avait formé cette armée révolutionnaire qui, contrairement à la doctrine soviétique, était à base de paysans, au lieu de se recruter dans le prolétariat urbain.

A vrai dire, n'étant pas le chef, il dut s'incliner d'abord devant les communistes traditionnels, qui voulurent passer directement de la guerre révolutionnaire à la guerre classique. D'où les défaites par une armée d'ailleurs conseillée par des experts allemands, Seeckt notamment. Et, en 1934, ce fut l'évacuation de la zone « soviétique » en Chine du Sud.

C'est alors que Mao Tsé-toung, devenu important dans le Parti, entreprit (1934-1935) sa « longue marche ». Et il put établir sa République populaire chinoise.

Allié temporairement au Kouomintang, contre l'envahisseur japonais, il reprit sa liberté après la défaite nipponne, déclencha sa guerre civile et triompha de Tchang Kaï-tchek.

En fait, la doctrine de Mao s'appuie sur celle de Sun Tsé, l'un des plus remarquables penseurs militaires de l'Histoire ¹.

Par ailleurs, il expliquait qu'il prenait la suite des guerres révolutionnaires de la guerre de l'opium, des conflits sino-français et russo-japonais, ainsi que de toutes les campagnes extérieures et intérieures de son continent. Il définissait son mouvement comme un soulèvement paysan, une révolution menée contre les propriétaires fonciers et toutes les autres couches dirigeantes, alliées à l'impérialisme.

Et, dans un écrit de 1936, « Problèmes stratégiques de la guerre en Chine », il énonçait les principes qui allaient constituer la base même de ses conférences à l'Ecole de guerre de l'armée rouge chinoise :

- la soumission des lois de la guerre à l'évolution.
- La nécessité, pour tout un chacun, d'étudier les lois de la guerre, afin de les dominer.
- Celle de connaître également les lois de la guerre révolutionnaire et de les maîtriser.
- Celle, pour les hommes de son mouvement, de posséder une semblable science et maîtrise des lois de la guerre révolutionnaire en Chine.

Il s'élevait contre l'opinion selon laquelle une simple application de la guerre décrite dans les manuels serait suffisante pour triompher en Chine rouge. En somme, ce qu'il préconise, c'est une guerre sur mesure. Et il en définit les principes essentiels.

Les principes du combat de partisans selon Mao, estime Snow, sont d'abord ceux de Lawrence, qui avait prévu un soulèvement de masse du monde arabe en tutelle. Et le chef chinois les a seulement complétés. « Notre tactique est celle de la guerre de partisans », déclare Mao. Elle consiste essentiellement en ceci :

« Décentraliser les troupes, afin d'inciter les masses au soulèvement, et de les concentrer, pour en découdre avec l'ennemi. L'ennemi attaque — nous lui échappons, l'ennemi est épuisé, nous attaquons; l'ennemi se retire, nous le poursuivons. »

¹ Cf. à ce sujet « Sun Tsé et les anciens Chinois » présentés par le colonel Nachin, Collection « Les classiques de l'art militaire » Berger-Levrault, Paris 1948; et notre article « A l'école des anciens Chinois », Revue de défense nationale, octobre 1951.

Toute la stratégie de Mao tient dans ces quelques lignes. Et le chef chinois la complète par ces conseils pratiques :

« Combats quand tu peux vaincre; dérobe-toi, quand tu ne peux pas vaincre. — C'est là la règle de notre guerre de mouvement du moment. »

En ce qui concerne la surprise et l'attitude à tenir vis-à-vis de l'envahisseur japonais, Mao suivait les directives formulées par Sun Tsé. Mais il attirait l'attention sur la nécessité d'établir un plan de guerre détaillé. Car « c'est tout cela, le travail du chef, qui doit peser soigneusement, traduire dans la réalité et contrôler l'exécution ».

Quant à la stratégie et à la tactique, elles se résument, selon lui, en ces termes :

« Notre *stratégie* c'est cela : *un contre dix*, notre *tactique* : *dix contre un*; c'est là l'un de nos principes de base, pour prendre le dessus vis-à-vis de l'ennemi. »

« Mais l'une des caractéristiques de nos opérations, poursuit Mao, c'est la *renonciation aux fronts fixes*... dès que nous risquons de nous embourber dans une direction, il nous faut en prendre une autre. »

« Mais, proclame-t-il encore, il est *faux de croire que la victoire stratégique peut être arrachée par des succès tactiques seulement*. » Car, explique-t-il, tantôt un seul succès peut être déterminant, tantôt de nombreux succès ne donnent pas la victoire.

Mais, ajoute-t-il, *la guerre de partisans a ses règles propres* :

- Une *centralisation du commandement est incompatible avec la mobilité de ce genre de guerre*.
- Il faut donc une « *direction stratégique centralisée et une direction opérationnelle décentralisée* », en somme « des actions de partisans autonomes et une direction stratégique unifiée ».

Quant aux *relations entre la guerre de partisans et les opérations de l'armée régulière*, Mao fait une distinction entre trois niveaux :

- collaboration stratégique,
- collaboration opérationnelle (sur un front),
- collaboration tactique.

Dans ce cadre, les *missions des partisans* sont les suivantes :

- agir sur les *arrières* de l'ennemi,

- *fixer les troupes adverses,*
- *gêner leur logistique,*
- *susciter l'enthousiasme des populations et des forces classiques.*

Mais, ce faisant, ils doivent se procurer leurs armes essentiellement chez l'adversaire, car « les fournisseurs sont les industries de guerre des impérialistes et, dans notre pays même, l'ennemi ».

La *retraite stratégique* a souvent été évoquée par Mao, qui l'a amplement pratiquée. C'est là, dit-il, l'attitude normale de celui qui se trouve en présence d'un ennemi dont il n'a pas les moyens de contrer l'offensive.

Par contre, dans les profondeurs de son propre territoire, il a la possibilité d'attirer l'adversaire et c'est là son atout. C'est l'attitude que doit avoir une armée faible, du moins dans un premier temps, contre l'ennemi plus fort.

Et pourtant, dès 1938, Mao annonçait « une longue marche » contre l'envahisseur japonais et il envisageait trois sortes de régions :

- celles des *points d'appui antijaponais*, tenus par des partisans,
- celles des *territoires occupés* par les Japonais,
- celles des *zones contestées*, pour lesquelles le combat était engagé.

Dans le temps, il prévoyait trois phases :

- 1^{re} phase: celle de l'*offensive stratégique ennemie*, donc de la défensive stratégique chinoise;
- 2^e phase: celle de la *consolidation de l'avantage ennemi*, mais de la préparation de l'offensive chinoise;
- 3^e phase: celle de la *retraite stratégique ennemie* et de l'offensive stratégique chinoise.

Mais la particularité de cette guerre, c'était, dit Mao Tsé-toung, que l'ennemi se trouvait « chez nous », alors que le chef chinois menait la résistance. D'où le rôle des masses, la mobilisation de toute la population.

Mais, tout en pratiquant l'art militaire adapté à la situation, il soulignait la *relation entre le commandement et la politique* et il affirmait la *primauté du pouvoir politique* dans un sens tout clausewitzien :

Il est faux de croire, dit-il, que les deux actions s'opposent. Bien au contraire, les actions militaires ne sont qu'un des moyens de réaliser les objectifs politiques.

Il est faux de croire que l'armée rouge n'a que la tâche de combattre.

Ces deux constatations ont, pour lui, une portée générale. Et d'ailleurs elles se retrouvent chez tous les penseurs de la guerre révolutionnaire contemporaine qui a ses doctrinaires, comme la guerre tout court.

Wallach nous cite donc, à côté de Lénine et de Mao, d'abord Giap, personnalité tout aussi valable comme chef de partisans que comme général commandant en chef d'une armée régulière.

GIAP a été connu surtout comme « vainqueur de Dien Bien Phu ». En réalité, ce fils de bourgeois n'était, à l'origine, pas un militaire. Après des études de droit, il était entré au Parti et, en 1944, il était devenu un révolutionnaire de carrière en mettant sur pied les premiers éléments de combat du P.C. local.

Après la révolution d'août 1945, il devint ministre de l'Intérieur, puis ministre de la Guerre et commandant en chef.

A vrai dire, Giap n'a pas été, comme Mao Tsé-toung, d'emblée un doctrinaire de la guerre révolutionnaire et de la guerre tout court. Mais la défaite des Français, dont l'Asie anticolonialiste lui attribuait le mérite — alors que la guerre d'Indochine, selon une haute personnalité américaine, a été surtout perdue à Paris — obligeait l'ancien chef Viet Minh à se comporter comme penseur militaire.

Dans son ouvrage, paru en 1961, il répétait souvent les doctrines de Mao Tsé-toung. Et il présentait la guerre révolutionnaire comme la forme de combat menée par un pays économiquement sous-développé contre une « armée d'agression » bien équipée et entraînée.

Il signalait aussi, dans cette lutte, *l'absence d'un front bien net*, l'ennemi, en Indochine, se trouvant « partout et nulle part ». Il soulignait l'utilité d'un *concours des populations*, parmi lesquelles « chaque habitant était un soldat, chaque village une forteresse ». Il répétait les recommandations de Mao : se retirer quand l'ennemi est fort, se rassembler ou se disperser selon les nécessités du contexte, saper le moral adverse, etc. Il rappelait qu'il ne convenait pas de lier définitivement les forces amies à l'occupation d'un territoire, mais de viser surtout la destruction de l'ennemi, objectif principal. Et il soulignait la nécessité de créer surtout des conditions favorables à cette entreprise.

Avant tout, disait-il, l'action du Viet Minh a consisté à inciter l'adversaire à la dispersion. « Nous n'attaquons que quand nous étions sûrs du succès. »

Comme Mao, il envisageait une *longue guerre* et, comme son maître chinois, il avait organisé ses forces en trois catégories :

- formations paramilitaires ou guérillas,
- troupes régionales,
- unités régulières.

Comme Mao, il préconisait « l'armement chez l'ennemi » et il voyait aussi trois phases dans sa guerre :

- développement de la guérilla,
- période transitoire,
- guerre mobile, avec offensive générale.

Bref, Giap veut, dans l'action entreprise, une évolution générale et progressive vers la guerre régulière, classique, la guérilla ne jouant alors plus qu'un rôle transitoire et, en fin de campagne, accessoire.

Telles sont les thèses de Giap, inspirées de celles de Mao Tsé-toung. En somme, il s'agit là de la guerre révolutionnaire d'Asie. Celle-ci diffère cependant de celle d'Amérique latine, où la doctrine s'adapte à un milieu ethnique et social quelque peu particulier. Aussi le colonel Wallach a-t-il évoqué dans son ouvrage le représentant de la guérilla latino-américaine, Che Guevara.

CHE GUEVARA, en fait, est encore plus pragmatique que Giap. De la guerre de Cuba, il a tiré trois enseignements essentiels :

1. Les forces populaires peuvent gagner une guerre contre une armée régulière.
2. Il n'est pas nécessaire que toutes les conditions d'une révolution soient réalisées, le noyau insurrectionnel pouvant précisément les créer.
3. Dans l'Amérique sous-développée, ce sont surtout les régions rurales qui seront les théâtres d'opérations de la future armée.

En somme, Guevara accentue cette caractéristique de la guerre révolutionnaire de Mao, fondée sur l'action du prolétariat paysan, contrairement à celle de Lénine.

« Le guérillero est avant tout un révolutionnaire agraire. Il voit dans la guérilla la lutte pour la conquête du pouvoir politique. » Mais, comme

ses modèles, Guevara admet que la victoire ne saurait être arrachée par la guérilla seule. Toutefois il n'envisage pas celle-ci en tant que complément d'une armée régulière. Pour lui, elle doit se battre seule, mais remplir trois conditions :

- une mobilité constante,
- une vigilance non moins constante,
- une méfiance également constante.

Et peut-être a-t-il échoué pour n'avoir précisément pas observé les deux dernières conditions; d'où sa perte. Quant à la tactique de la guérilla, elle exclut, selon lui, toute guerre de position. Et ceux qui la dirigent doivent connaître les lieux de l'attaque projetée, ainsi que les voies d'accès ou de retraite du terrain en cause. Dans tous les cas, il importe d'éviter la destruction par l'ennemi. Mais il convient d'avoir de solides points d'appui et de pratiquer le sabotage, l'une des armes essentielles de la guérilla.

Tels sont les aspects principaux de la guerre révolutionnaire actuelle, évoquée par le colonel Wallach par référence aux théoriciens de celle-ci.

Le chapitre suivant de l'ouvrage étudié est consacré à un domaine très différent, la guerre navale et aérienne moderne. *(A suivre)*

Colonel Fernand-Thiébaud SCHNEIDER

